



SYNDICAT DES ENTREPRISES
DE GÉNIE ÉLECTRIQUE ET CLIMATIQUE

Le Président

Monsieur Philippe de LADOUCETTE
Président
Commission de Régulation de l'Energie
15, rue Pasquier
75008 PARIS

Paris, le 15 septembre 2016

Objet : Consultation publique de la CRE du 27 juillet sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT.

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la consultation que vous avez lancée sur l'établissement du TURPE 5, le SERCE tient appeler votre attention sur la nécessité de maintenir les capacités d'investissement des gestionnaires de réseaux d'électricité pour les quatre années à venir.

En effet, les objectifs fixés par la loi de transition énergétique et les évolutions à venir pour l'émergence des futures Smart Cities montrent bien que l'électricité est l'énergie qui est appelée à se développer dans les années à venir. Le contexte dans lequel a été élaboré le TURPE 4 est différent de celui que nous abordons pour le TURPE 5. Les innovations technologiques récentes et les expérimentations auxquelles participent nos entreprises adhérentes montrent que les réseaux de transport et de distribution vont avoir un rôle important dans la réalisation des quartiers et villes intelligentes.

L'intégration de la production décentralisées des énergies renouvelables, l'utilisation du stockage d'énergie, l'autoconsommation, l'implantation des recharges de véhicules électriques, etc. sont des enjeux considérables. Cela implique non seulement une montée en puissance de l'intelligence sur les réseaux mais également leur renforcement pour qu'ils puissent préserver la qualité du service rendu aux usagers.

De ce point de vue, certains points évoqués dans la consultation ne sont pas sans nous inquiéter. Il semble que les orientations envisagées par la CRE pourraient conduire à une diminution des évolutions tarifaires demandées par Enedis. Si le SERCE n'a pas à juger du bien-fondé des hypothèses financières retenues, il s'inquiète des conséquences que cela pourrait avoir sur le volume des investissements réalisés et donc sur l'activité qui sera confiée aux entreprises prestataires qui travaillent au quotidien à la construction et la maintenance des réseaux électriques.

Les entreprises doivent déjà faire face à des difficultés de planification des investissements qui leur posent des problèmes de lissage d'activité sur l'année, la réduction des investissements ne ferait que peser encore plus sur la viabilité de ces métiers. Or, vous le savez, c'est un domaine qui demande des compétences particulières, difficiles à trouver, des efforts importants en formation et quand une entreprise arrête cette activité, elle n'y revient pas.



Par ailleurs, les orientations sur « la régulation incitative des coûts unitaires des investissements dans les réseaux gérés par Enedis », suppose une forte hausse de la productivité du gestionnaire de distribution. Il est assez vraisemblable que celle-ci sera recherchée auprès des fournisseurs, le contexte social de l'entreprise ne se prêtant pas à des évolutions majeures. La régulation sur les coûts unitaires ne doit pas se faire au détriment des entreprises du SERCE qui doivent déjà faire face à des niveaux de prix très bas. Cette pression supplémentaire ne ferait que conduire à l'arrêt d'activité dans les réseaux électriques, avec des fermetures d'agences qui pèseront sur l'emploi local.

Nous appelons votre attention sur une approche simplificatrice constituant à établir des modèles types de coûts de référence des ouvrages. La réalité des caractéristiques géographique et géologique du terrain notamment montrent qu'il n'est pas si facile de vouloir faire rentrer dans un seul moule la diversité des chantiers que réalisent les entreprises de réseaux. Nous constatons déjà que ce formatage conduit à des séries de prix qui ne tiennent parfois pas compte des coûts réels associés.

Le niveau du TURPE 5 doit permettre aux gestionnaires des réseaux électriques de respecter les enjeux de la transition énergétique et la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) notamment concernant les objectifs liés aux énergies renouvelables et à la mobilité propre.

Les investissements qui vont en découler et qui sont porteurs d'activité pour nos entreprises dans un contexte économique toujours difficile, ne doivent pas être freinés par une régulation qui ne donnerait pas les moyens aux gestionnaires des réseaux électriques de disposer d'infrastructures adaptées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Guy LACROIX